

CNCDP, Avis N° 2023 - 20

Avis rendu le 2 avril 2024

Principes : 4 ; 5 – Articles : 5 ; 13 ; 15 ; 18.

Le code de déontologie des psychologues concerne les personnes habilitées à porter le titre de psychologue conformément à la loi n°85-772 du 25 juillet 1985 (JO du 26 juillet 1985). Le code de déontologie des psychologues de 1996 a été actualisé en février 2012, puis en septembre 2021, et c'est sur la base de celui-ci que la Commission rend désormais ses avis.

RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

Un père a saisi le Juge aux Affaires Familiales (JAF) pour « préciser certaines modalités du droit d'accueil » de son fils âgé de 6 ans. Les demandes du père ont été entendues. Dans le cadre de cette procédure, l'attestation d'un psychologue, psychothérapeute de la mère, a été transmise par cette dernière au JAF.

Le demandeur s'adresse à la Commission Nationale Consultative de Déontologie des Psychologues (CNCDP) pour questionner différents éléments exposés dans l'attestation. Il souhaite connaître l'avis de la CNCDP « sur le bien-fondé de la teneur [des] propos » formulés par le psychologue concernant son fils. Il souligne l'existence de contradictions dans le courrier adressé par le psychologue au conseil de son ex-femme. Il précise également qu'un certain nombre d'éléments rapportés par écrit par le psychologue ne lui semblent « pas du tout tenir compte de son devoir de réserve », et s'étonne des formulations employées par ce dernier.

Document joint :

- Copie d'une attestation de psychologue avec le tampon d'un cabinet d'avocat.

AVIS

AVERTISSEMENT : La CNCDP, instance consultative, rend ses avis à partir des informations portées à sa connaissance par le demandeur, et au vu de la situation qu'il décrit. La CNCDP n'a pas qualité pour vérifier, enquêter, interroger. Ses avis ne sont ni des arbitrages ni des jugements : ils visent à éclairer les pratiques en regard du cadre déontologique que les psychologues se sont donné. Les avis sont rendus par l'ensemble de la commission après étude approfondie du dossier par deux rapporteurs et débat en séance plénière.

La Commission se propose de traiter du point suivant :

- Écrit du psychologue dans le cadre d'une séparation conflictuelle

Ecrit du psychologue dans le cadre d'une séparation conflictuelle

Un psychologue peut être amené à rédiger des écrits au cours de sa pratique. Chaque écrit qu'il transmet relève d'une activité professionnelle engageant sa responsabilité comme le précise le Principe 5 du Code :

Principe 5 : Responsabilité et autonomie professionnelle

« Dans le cadre de sa compétence professionnelle et de la nature de ses fonctions, la·le psychologue est responsable, en toute autonomie, du choix et de l'application de ses modes d'intervention, des méthodes ou techniques qu'elle·il conçoit et met en œuvre, ainsi que des avis qu'elle·il formule. »

Elle·il défend la nécessité de cette autonomie professionnelle inhérente à l'exercice de sa profession notamment auprès des usagers, employeurs ou donneurs d'ordre. Au préalable et jusqu'au terme de la réalisation de ses missions, elle·il est attentif·ve à l'adéquation entre celles-ci et ses compétences professionnelles.

Elle·il peut exercer différentes missions et fonctions. Il est de sa responsabilité de les distinguer et de faire distinguer leur cadre respectif. »

Dans un écrit il est essentiel de contextualiser les propos tenus. Le professionnel rédige une attestation dans le cadre auquel il se réfère ou qui lui est assigné. Dans le cas présent, le professionnel précise que la prise en charge dont il est question ici est la psychothérapie de la mère. Le cadre décrit ne concerne donc pas l'enfant. Le psychologue précise par ailleurs dans son écrit qu'il n'a : « que brièvement rencontré à l'aube de ses 4 ans » cet enfant.

L'article 13 précise que l'analyse ou l'évaluation relative à une personne ne peut s'appuyer que sur des observations réalisées en rencontrant cette dernière :

Article 13 : *« L'évaluation relative aux personnes ne peut se réaliser que si la·le psychologue les a elle·lui-même rencontrées. »*

La·le psychologue peut s'autoriser à donner un avis prudent et circonstancié dans certaines situations, sans que celui-ci ait valeur d'évaluation. »

Plusieurs articles du code font également référence aux écrits en soulignant l'importance de les rédiger avec prudence et discernement comme l'article 5 :

Article 5 : *« En toutes circonstances, la·le psychologue fait preuve de mesure, de discernement et d'impartialité. La·le psychologue accepte les missions qu'elle·il estime compatibles avec ses fonctions et ses compétences dans le respect du présent Code. Si elle·il l'estime utile, elle·il peut orienter les personnes ou faire appel à d'autres professionnels. »*

Les termes explicitant une situation ou encore les conclusions d'une évaluation sont toujours à poser avec nuance, d'autant plus quand il s'agit d'une situation conflictuelle.

Or le mode de rédaction choisi par le psychologue n'intègre aucune nuance. L'un des paragraphes commence par exemple ainsi : « « Calomniez, calomniez ... » ! L'adage trop fameux est, dans ce montage qui l'accuse [...] ». Il est aussi écrit plus loin : « Je précise ici, très professionnellement - au nom du sacré de ce qui se doit à un petit [...] ». Le professionnel affirme également qu'il « témoigne donc ici sans l'ombre d'une hésitation ».

Les positions tenues dans l'écrit manquent également de mesure et certains propos relèvent de jugements de valeur défavorables sur le conjoint de la patiente, alors que les situations dont le psychologue rend compte renvoient à la complexité du fonctionnement psychique. Ainsi les termes « effronterie délibérée », « manipulation outrancière » et « quérulence accusatrice » sont employés à son sujet.

L'écrit fait en revanche apparaître l'utilisation abondante de superlatifs positifs quand il est question de la patiente : « il s'agit d'une femme d'intelligence très supérieure, très calme et très posée [...]. Madame [X] est une femme extrêmement sensible, d'un caractère très affable [...] ». Qu'un psychologue veuille soutenir sa patiente dans sa démarche peut se comprendre. Il est cependant important qu'il s'attache à percevoir et discerner son implication personnelle comme l'indique le Principe 4 :

Principe 4 : Compétence

*« La·le psychologue tient sa compétence :
[...]*

-de sa formation à discerner son implication personnelle dans l'approche et la compréhension d'autrui.

Chaque psychologue est garant de ses qualifications particulières. Elle·il définit ses limites propres compte tenu de sa formation et de son expérience. Il est de sa responsabilité déontologique de refuser toute intervention lorsqu'elle·il sait ne pas avoir les compétences requises. Quels que soient le contexte de son intervention et les éventuelles pressions subies, elle·il agit avec prudence, mesure, discernement et impartialité. »

Le Code recommande de ne faire état d'éléments psychologiques que si nécessaire. Il spécifie également que lorsque les conclusions sont transmises à un tiers, l'écrit est à rédiger avec précision et prudence comme le précise l'article 15 :

Article 15 : « La·le psychologue présente ses conclusions de façon claire et adaptée à la personne concernée. Celles-ci répondent avec prudence et discernement à la demande ou à la question posée. Lorsque ces conclusions sont transmises à un tiers, elles ne comportent les éléments d'ordre psychologique qui les fondent que si nécessaire. L'assentiment de la personne concernée ou son information préalable est requis. »

Au plan formel, l'écrit nommé « attestation » suit les différentes recommandations de l'article 18 :

Article 18 : « Les documents émanant d'un·e psychologue sont datés, portent son identité, son titre, son numéro d'inscription sur les registres légaux en vigueur, ses coordonnées professionnelles, sa signature ainsi que la·le destinataire et l'objet de son écrit. Seul la·le psychologue auteur·e de ces documents est habilité·e à les signer, les modifier, ou les annuler. Elle·il fait respecter la confidentialité de son courrier postal ou électronique. »

Cependant, comme souligné précédemment cet écrit ne relève pas d'une simple « attestation ». Il témoigne d'un parti pris en faveur de la patiente suivie, d'un manque de nuance et d'impartialité peu compatibles avec la déontologie professionnelle d'un psychologue.



Pour la CNCDP
La Présidente
Marie-Claude GUETTE-MARTY

La CNCDP a été installée le 21 juin 1997 par les organisations professionnelles et syndicales de psychologues. Ses membres, parrainés par les associations de psychologues, siègent à titre individuel, ils travaillent bénévolement en toute indépendance et sont soumis à un devoir de réserve. La CNCDP siège à huis clos et respecte des règles strictes de confidentialité. Les avis rendus anonymes sont publiés sur les sites des organisations professionnelles avec l'accord du demandeur.

Toute utilisation des avis de la CNCDP par les demandeurs se fait sous leur entière responsabilité.